

A 1617.
DECLARATION

3890
110-5
DV ROY CONTRE
LES DVCS DE VENDOSME,
de Mayenne, Marechal de Buil-
lon, Marquis de Cœuure, le Pre-
sident le Iay, & tous ceux qui les
assistent.

Verifiee en Parlement le 13. Feurier 1617.



A PARIS,
Chez F E D. MOREL, & P. METTAYER,
Imprimeurs ordinaires du Roy.

M. D C. XVII,
Avec Privilege de sa Majesté.

OPHIOGRAPHY

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

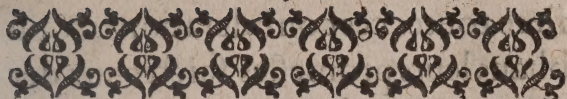
DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE

DE ROYAL COINTE



O V I S par la
 grace de Dieu Roy
 de France & de
 Nauarre, A tous
 presens & à venir,
 Salut, La bonté &
 clemence dōt nous

auons vſé, & les graces & biens-faiçts
 que nous auons departis à aucuns
 Princes, Ducs, Pairs de ce Royaume,
 & autres nos subjects, nous faisoit
 esperer à bon droict qu'ils se contien-
 droient dans les bornes du respect &
 de l'obeïſſance que naturellement ils
 nous doiuent : ceux meſmes auxquels
 nous auons non ſeulement pardōné
 les crimes par eux perpetrez, mais auſſi
 augmenté nouuelles faueurs. Ce neāt-
 moins il eſt arriué que mettans en ar-

riere toutes ces considerations, & oublians leurs promesses faiçtes aux derniers traictez de Lodun, & Soissons, où ils s'estoiēt retirez au mesme temps que nous ordonnasmes faire arrest de la personne de nostre Cousin le Prince de Condé, ils se sont tellement declarez contre nous & nostre estat, par nouuelles ligues & associations dedās & dehors le Royaume, que nous pouuons dire avec verité qu'ils n'ont autre dessein que d'en procurer l'entiere ruine, s'il n'y est par nous promptement pourueu: à ce conuiez par l'impunité & profits qu'ils en ont receuz du passé, & l'esperance qu'ils ont encores de tirer à l'aduenir, au lieu de punitions, les mesmes aduantages. Et d'autant que se sont les Ducs de Vendosme, de Mayēne, & Marechal de Buillon, avec lesquels le Marquis de Cœuure s'est ioinct, qui contre toutes les pro-

restations d'obeyssance , que depuis
 lesdits traictez de Lodun & Soissons,
 ils nous auroient faictes & faict faire,
 de ne se departir iamais de nostre o-
 beissance, & du deuoir naturel auquel
 ils nous sont obligez, se sont derechef,
 à nostre tres-grand regret, nonobstât
 les exhortations que nous leur auons
 fait faire par plusieurs personnes, d'ex-
 perimenter plustost derechef les ef-
 fects de nostre douceur, que la force &
 rigueur de nos armes, se sont de nou-
 uveau rejoincts, liguez & associez, ou
 plustost continué en la mesme ligue,
 faction & association qu'ils auoient
 euz ensemble au preiudice de nostre
 seruice avec le Duc de Neuers, lequel
 nous auons pour pareilles fautes, de-
 claré criminel de leze-Majesté: & à
 commettre toutes sortes d'actiōs con-
 traires au deuoir de subiects, & Offi-
 ciers de la Couronne tres-estroitte-

A iij

ment obligez à leur Roy: ayant ledit Duc de Mayenne en son particulier, non seulement empesché le Lieutenant General, & autres officiers de Soissons mis par son commandement hors la-dite ville pendant le dernier trouble, d'y rentrer, & de force & violence faict oster des mains de nosdits Officiers és autres villes où il a auctorité, nos lettres de Declaration contre le-dit Duc de Neuers, avec defenses de les faire publier comme il leur estoit par nous ordonné: Mais qui plus est pour couvrir sa mauuaise conduite, faict publier qu'on auoit voulu attenter à sa vie: ce que nous ayant escrit, nous aurions pour estre esclaircis de la verité, faict ordonner par nostre Cour de Parlemēt, que le procez seroit faict audit Soissons au criminel, & puis apres conduict & amené à nostredite Cour, pour estre puny ainsi que l'e-

normité du crime le requeroit, ce qu'il a empesché d'estre executé, voyant que ledit criminel ne persistoit en son accusation, ains au contraire reconnoissoit en presence de tous les Officiers auoir esté induict à faire ceste accusation par aucuns de sa part: de sorte qu'il a esté cōtrainct pour empeschier qu'on en eust la conoissance faire garder par aucuns de ses gens, les Archers que nostredite Cour y auoit enuoyez pour le leur amener, afin que ne voyās les Officiers du Presidial à leur retour, ils ne les peussent informer comme le tout s'estoit passé: & tous ensemble au preiudice de nos defenses si estroitement & solemnellement publiques, faiēt faire léues & amas de gens de guerre, & iceux departis és villes & places dont nous leur auons confié la garde, faiēt & font iournellement travailler par coruees aux fortifications

d'icelles grand nombre de nos pauvres subjects, arrestent & prennent nos deniers dans les coffres de nos receptes, & s'efforcent de tout leur pouvoir à desbaucher & aliener de nous, par consequent de leur deuoir, les Capitaines & Gouverneurs de nos villes & chasteaux, aydez & assistez à telles violences, & mespris de nostre autorité, par les aduis & conseils de M^{rs}.

le Iay President en nostre Cour de Parlement. Ce que nous aurions patienté & dissimulé iusques à ce qu'ils se soient assemblez en armes, & iettez à la campagne, à la ruine & foule de nos pauvres subjects : de sorte qu'ils nous forcent contre nostre naturel benin & doux, à faire proceder contre eux par voyes deuës & legitimes, afin d'empescher par vn iuste chastiment la continuation de tels crimes: autrement nous en serions responsables

sponſables deuant Dieu , lequel a
 mis la Juſtice & la force entre les
 mains des ſouuerains pour s'oppoſer
 à telles violences , & empescher la rui-
 ne des peuples ſur leſquels il les a eſta-
 blis . Pour ces cauſes , Sçauoir fai-
 ſons , Qu'après auoir fait mettre cet
 affaire en deliberation en noſtre Con-
 ſeil, où eſtoient la Royne noſtre tref-
 honoree Dame & Mere, aucuns Prin-
 ces de noſtre ſang , autres Princes,
 Ducs, Pairs, Officiers de noſtre Cou-
 ronne, & principaux ſeigneurs de no-
 ſtre dict Conſeil, De l'aduiſ d'iceluy
 Nous auons dict & declare, diſons &
 declarons par ces preſentes ſignees de
 noſtre main leſdicts Ducs de Vendos-
 me, de Mayenne, Mareſchal de Buil-
 lon , Marquis de Cœuure, & Preſi-
 dent le Iay , & tous autres qui les aſſi-
 ſtent ou aſſiſteront en leur deſobeiſ-
 ſance, adherent ou adhereront à leurs

deſſeins, deſcheuz de tous honneurs,
 dignitez, eſtats, offices, pouuoirs, gou-
 uernemens, charges, penſions, priui-
 leges & prerogatiues qu'ils ont de
 nous ou des Roys nos predeceſſeurs,
 & les auons reuoquez & reuoquons
 des apreſent. Declarant leſdits Ducs,
 Mareſchal, Marquis & Preſident, &
 tous leurs adherans, deſobeiſſans, re-
 belles, perturbateurs du repos public,
 & criminels de leze Maieſté, & com-
 me tels voulós qu'il ſoit procedé con-
 tre eux, tant en leurs perſonnes, que
 biens, memoire & poſterité: Enſem-
 ble contre tous ceux qui les aſſiſterót
 ou fauoriſeront directement ou indi-
 rectement. Mandons à tous Gou-
 uerneurs & Lieutenans Generaux de
 nos Prouinces, Capitaines, chefs &
 conducteurs de nos gens de guerre,
 de leur courir ſus: Et à tous nos Offi-
 ciers, Maires, Conſuls & Eſcheuins

de nos villes de se saisir de leurs personnes s'ils se trouuent en icelles, pour les mettre en nos mains, & les pour-
 suiure par toutes voyes & rigueurs de nos Ordonnances faiçtes sur semblables crimes: sauf neantmoins si dans quinze iours apres la publication qui sera faiçte des presentes en nostre Cour de Parlement, lesdicts Ducs de Vendosme, de Mayenne, Marschal de Buillon, Marquis de Cœuure, & President le Iay, ne recognoissent leur faute: ne nous viennent trouuer pour s'aquiter effectuellement & personnellement entre nos mains de ce qui est de leur deuoir en nostre endroit, & ne font retirer & sortir hors nostre Royaume les estrangers qu'ils y ont faiçt venir, licencier tous les gens de guerres qui ont esté leuez, & oster les garnisons establies par eux ou leurs adherans, sans ordre ny

commission de nous. Et pour le regard des Gentils-hommes, & autres nos subiects, si dans ledit temps ils ne se presentent aux sieges de nos Bailliages & Seneschauſſees, au ressort desquels ils font leur residence, pour en faire declaration & protestation enregistree aux Greffes d'iceux, & ne se deportent entierement de toutes actions & entreprises preiudiciables à nostre autorité & seruice, & à nostre Ordonnance, Declaratiōs & Deffences. Auquel cas lesdits Ducs, Mareſchal, Marquis & President, & tous autres qui les auront assiste, demeureront exempts & deschargez des peines portees cy-dessus: & seront receuz en nostre bonne grace. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Cōseillers les gens tenant nos Cours de Parlement, Baillifs, Seneschaux ou leurs Lieutenans: & à tous autres nos

Iusticiers & Officiers qu'il apparten-
dra chacun endroict soy, que ces pre-
sentes ils registrét ou facent registrer,
garder & obseruer selon leur forme
& teneur: Et à nos Procureurs Gene-
raux desdites Cours faire toutes pour-
suittes & diligences pour l'execution
d'icelles: & faire punir & chastier tous
ceux qui y contreuiendront. C A R tel
est nostre plaisir. En tesmoïn dequoy
nous auons fait mettre nostre scel à
cesdictes presentes. D O N N E' à Paris,
au mois de Feurier, l'an de grace mil
six cens dix-sept. Et de nostre Regne
le septiesme. Signé, L O V I S, Et plus
bas, Par le Roy, D E L O M E N I E. Et
à costé, Visa, & sceelées sur lacs de soye
rouge & verte de cire verte.

*Leues, publiees & registrees, ouy & ce
requerant le Procureur General du Roy, &
ordonné que coppies collationnees seront en-*

uoyees aux Bailliages & Seneschauſſees de
ce reſſort, pour y eſtre leues, publiees & regi-
ſtrees à la diligence des Subſtituds du Procu-
reur General du Roy : auſquels enioinct la
Cour d'en faire les diligences, & certifier au
mois, à peine d'en reſpondre en leur nom. A
Paris en Parlement, le treizieſme Feurier,
mil ſix cens dix ſept.

Signé,

DU TILLET.

